



Lettre ouverte
à nos députés Mme Verdier-Jouclas, MM. Foliot et Terlier
et au sénateur M. Bonnacarrère

En cette période de crise sanitaire, le gouvernement n'a de cesse d'appeler à la solidarité, à l'unité. A votre niveau, vous vous faites, *a minima*, les relais de cette communication et tentez même de persuader les Tarnais.es du bien fondé de l'action gouvernementale.

Le 21 mars, Mme Verdier-Jouclas, porte-parole du groupe LREM à l'Assemblée, publiait sur sa page Facebook un message dans lequel, filant une métaphore éculée, elle comparait la situation actuelle à une tempête et terminait ainsi : « *Dans la tempête, certains ont peur, certains s'affolent, certains fuient leurs responsabilités, certains sont égoïstes, certains critiquent mais heureusement il y en a qui assument, agissent, font preuve de solidarité, soutiennent, risquent leur vie et tiennent la barre pour traverser l'épreuve. Restons soudés !* »

Ainsi, au nom de l'unité, le gouvernement et ses soutiens s'arrogeraient le monopole de la parole. Toute autre voix serait celle des lâches et des égoïstes. Laissez-nous vous dire que celles et ceux qui assument, agissent, font preuve de solidarité et risquent leur vie, c'est nous, celles et ceux qui sont sur le terrain, à la tâche, « au front ». Dans la mesure où vos décisions mettent nos vies en jeu, nous sommes tout à fait légitimes pour prendre la parole et critiquer.

Ce dimanche 22 mars, vous avez voté la « loi d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ». Vous adoptez une série de mesures permettant aux employeurs, privés ou publics, de largement déroger au Code du Travail, au détriment des droits des travailleurs et travailleuses. Ainsi, toujours au nom de la solidarité, de l'unité nationale, vous appelez les citoyen.nes de ce pays non seulement à se taire, mais aussi à payer les inconséquences de ce gouvernement.

Alors, devant tant de cynisme et d'hypocrisie, nous vous disons bravo ! Et nous souhaitons vous remercier.

L'ensemble du personnel soignant vous remercie pour votre cohérence. De fait, quand on appartient à un parti politique qui poursuit la casse de l'hôpital public, qui méprise depuis plus d'un an les cris d'alerte lancés par les professionnel.les, quand on vote des lois qui mettent à mal notre système de protection sociale, le mieux que l'on a à faire, en effet, c'est ensuite d'exiger la solidarité et le sens des responsabilités de celles et ceux que l'on a bafoué.es, que l'on a privé.es des moyens nécessaires pour exercer leur métier, que l'on a réprimé.es quand ils et elles en revendiquaient. Oublions les risques qu'ils et elles prennent, la détresse qu'ils et elles affrontent au quotidien, devant le manque de matériel de protection, le manque de lits, le manque de respirateurs.

Les personnels des EHPAD, les travailleurs sociaux, les salarié.es du secteur de l'aide aux personnes, se réjouissent également face à tels élans de « solidarité ». Pour vous remercier, ils et elles sont à votre disposition pour vous accompagner, dès demain, dans leurs activités quotidiennes, sans aucune protection particulière, afin de vous montrer le vrai sens de ce mot.

Les autres fonctionnaires, enseignant.es qui maintiennent dans la plus grande difficulté le lien avec leurs élèves et assurent la garde des enfants des soignant.es, sapeurs-pompiers, fonctionnaires des finances publiques, éboueurs-euses, facteurs-trices ... vous remercient également de cet appel à l'unité et à la solidarité. Ce sont elles et eux qui assurent la continuité de services publics mis à mal par des politiques successives, celles que défend et pratique le parti politique auquel vous appartenez. C'est l'attachement aux services publics de tou.tes ces professionnel.les qui les conduit à assurer cette mission en dépit de la crise sanitaire que nous traversons, en prenant des risques, là encore parce qu'on manque de moyens.

Merci, encore, de la part des caissiers-caissières, des travailleurs-euses du bâtiment, des employé.es de banque, des ouvriers-ouvrières de différents secteurs, tou.tes ces oublié.es que l'on contraint à aller travailler, pour lesquel.les il n'y a pas de confinement. Quand on appartient à un parti dont la politique consiste à précariser nos existences et à saisir toutes les occasions pour casser le Code du travail, l'emploi du mot « solidarité » laisse songeur et songeuse. Il y a d'ailleurs quelque indécence de votre part à relayer, par exemple, les appels de la Croix rouge ou de la Banque alimentaire. La solidarité ne vous a pas attendue pour se mettre en place, et fort heureusement. La solidarité, elle s'organise sans vous. Au lieu d'appeler les bonnes volontés à compenser toutes les défaillances de pouvoirs publics qui n'assument plus leurs missions sociales, nous vous encourageons à quitter votre ordinateur ou votre smartphone pour aider la Croix Rouge ou la Banque alimentaire... Si les associations caritatives sont tant sollicitées c'est parce que notre pays se paupérise, et il se paupérise parce que le gouvernement en place, celui dont vous êtes proches et dont vous votez les lois, diminue les aides sociales, détruit les services publics, favorise les profits des actionnaires et délaisse les « petit.es ». Et si vous voulez *agir*, sachez que, dans notre département, mercredi 18 mars, en pleine crise sanitaire, 4 jeunes ont été mis à la rue par le DDAEOMI, ils ont besoin d'aide et d'accompagnement : l'occasion peut-être pour vous de « faire preuve de solidarité » ?

En conséquence, nous vous saurions gré de ne pas employer des mots tels que « solidarité » et « unité » à la légère. Quand, demain, les travailleurs et travailleuses de ce pays compteront leurs morts, pendant que vous compterez le coût budgétaire de cette crise, nous nous souviendrons de ces mots : « solidarité » et « unité ». Aussi, nous vous encourageons même, en la période, au silence, propice à l'introspection et à la réflexion.

Albi, le 26 mars 2020

Sud Solidaire Tarn